



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Après-propos

André Brun

Citer ce document / Cite this document :

Brun André. Après-propos. In: Économie rurale. N°168, 1985. pp. 3-4;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3168>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_168_1_3168

Fichier pdf généré le 08/05/2018

ESPACE AGRICOLE, ESPACE RURAL

Après-propos

La Session tenue par la SFER les 4 et 5 octobre 1984 sur le thème « Espace agricole, espace rural » a donné lieu à la publication de quatorze communications présentées dans le numéro 166. Nous poursuivons dans le présent numéro avec quatre autres communications.

Les économistes ruraux français sont le plus souvent des économistes agricoles. Et pourtant le qualificatif de « rural » est unanimement préféré et utilisé : il s'applique aux économistes, à la SFER qui les regroupe, à la revue dans laquelle ils s'expriment. Sans doute est-ce parce que ce terme témoigne d'une ouverture d'esprit, d'une largeur de vue que tous souhaitent.

Cet écart entre les termes utilisés et la réalité est aussi l'héritage d'un temps où les ruraux étaient majoritairement agricoles. L'écart était faible. Mais il a grandi. Il a donné naissance aux « ruralistes » qui eux sont plus ruraux qu'agricoles.

Il ne faut pourtant pas exagérer l'infidélité du titre de notre revue.

Certes, en 1964, Bergmann écrivait : « Voici maintenant quinze ans que la Société Française d'Économie Rurale contribue au développement des études d'économie agricole ». Il poursuivait par une comparaison empreinte de modestie avec le Journal of Farm Economics et concluait un peu plus loin que « les relations qui lient (le secteur agricole) aux autres secteurs sont (des) sujets presque totalement négligés » (1).

Mais depuis, quelques tentatives pour aborder le « rural » doivent être notées, elles tournent autour des thèmes de l'aménagement de l'espace, de la région, de l'écologie, de la sociologie, voir notamment :

- 1969 : Etudes d'économies régionales n° 81-82
- 1974 : A quoi servent les sociologues ruraux n° 103
- 1977 : Aménager l'espace n° 117
- 1977 : Le devenir de l'espace rural n° 118 et 120
- 1978 : Ecologie et société n° 124, 127 et 128
- 1982 : Agriculture et développement régional en Europe (Congrès de Belgrade) n° 150-151
- 1982 : Changements techniques et développement rural dans le tiers monde n° 147-148

La session « Espace agricole, espace rural » se situe dans cette ligne. L'idée essentielle des organisateurs (N. Mathieu, C. Laurent, A. Brun) était de rechercher, aussi bien auprès de ceux qui ont une expérience directe de terrain que de chercheurs mieux placés pour saisir les mouvements d'ensemble, la manière dont les uns et les autres posaient, aujourd'hui, dans un contexte renouvelé le problème de l'articulation entre rural et agricole, entre secteur et territoire, entre global et local ; le terme espace jouant ici le rôle de vecteur des contradictions - complémentarité des conflits - coopérations entre ces différents segments de la réalité que les économistes agricoles doivent appréhender pour mériter le titre de ruraux.

Les résultats de cette « consultation » sont éloquentes par leurs convergences. Celles-ci tiennent sans doute au choix du thème et des intervenants. Toutefois, l'image qui en résulte a une portée générale, elle caractérise une situation qui, sans être radicalement nouvelle, a pris un relief nouveau au cours des années récentes.

La troisième révolution industrielle rend la « production possible, désormais tâche par tâche en des lieux différents » (Piatier). F. Perroux, cité par Valceschini, avait déjà indiqué que nous devons « porter attention à l'extrême puissance de délocalisation émanant des techniques contemporaines de transfert des marchandises, de l'information et des agents ».

De même, Roger Brunet, dans son intervention orale, insiste sur l'ampleur des redistributions spatiales en cours, délocalisation et relocalisation des activités économiques, mobilité jamais atteinte des habitants et des travailleurs, « mobilisation » générale qui ne fera que s'accroître.

Parallèlement, le revenu démographique de l'espace rural est maintenant une réalité qui dépasse le périurbain (Jollivet, Mathieu,...). On constate que les partenaires ont changé, tant du fait des nouvelles distributions spatiales que du fait d'un mouvement social (Jollivet ; Allaire, Boudou et Neumann). En même temps on se situe dans un contexte politique de décentralisation qui rompt avec les habitudes antérieures (Certaines et Robert). Le tableau est ainsi dressé d'une « ruralité plutôt transformée que révo- lue » (Maclouf).

Devant cet état de choses, nombreux sont les auteurs qui soulignent avec Piatier qu'«il faut observer la France à l'échelle communale», ou avec R. Brunet que l'observation des localisations-délocalisations doit être faite au niveau le plus fin (celui des établissements en particulier) et dans le temps, d'où la création d'outils de recherche adaptés, l'Atlas de France «modernisé» et l'observatoire du changement des localisations. De telles observations, que les diverses initiatives de développement local, soutenues ou promues par les pouvoirs publics (PAR, contrat de pays, chartes intercommunales,...) contribuent à promouvoir, peuvent maintenant s'appuyer sur des systèmes d'information locale sortant du stade expérimental (Berger) et sur des méthodes d'appréciation très localisées des phénomènes d'entraînement entre les différents segments du marché de l'emploi (Léo et Py). A ce niveau «le développement est global ou n'est pas» (Baladier, cité par Martin). Le remembrement agricole devient remembrement rural (Pointud); l'installation de jeunes relève d'un effort qui n'a rien de sectoriel. Voir à ce sujet l'expérience du Bureau d'accueil des Alpes du Sud (Daubard et Chémery), ou les tentatives de développement des «emplois d'initiative locale» (Pflieger, communication orale); la formation des agents de développement tente de se situer «au carrefour des champs disciplinaires et des champs fonctionnels» pour «favoriser l'émergence de projets globaux» (Patoureaux) «l'existence d'un phénomène de reterritorialisation est indubitable»,... «la production accélérée de «localité» à laquelle il donne lieu doit être envisagée comme un moment historique de l'évolution du capitalisme» (Jolivet). Ainsi, avec des termes et des expériences variés les différents intervenants semblent d'accord sur le diagnostic.

Mais cette évolution concomitante des faits, des idées et des initiatives se heurte à des obstacles que les hommes de terrain ont soulignés. La «reterritorialisation» qu'implique le développement local ne supprime pas la logique de délocalisation toujours en œuvre. Affirmer une volonté d'auto-développement ou même créer les conditions d'un nouveau dialogue au niveau local ne suffisent pas, même si

c'est une étape pour affiner la nécessaire différenciation territoriale des politiques nationales (Pingaud, Martin).

Certains, affrontés à des situations plus ou moins bloquées, constatent l'absence d'«interlocuteur social» autour duquel puisse s'organiser le développement local, c'est-à-dire l'absence d'un projet économique suffisamment structurant pour régler les querelles locales; cela entraîne l'inefficacité de l'action de l'Etat (Billaud, Sahli).

Pour d'autres, les projets à caractère social et culturel peuvent être l'amorce d'un développement, l'occasion d'une libération d'énergies inexprimées (Patoureaux). Ils insistent davantage sur «la dynamisation des hommes et des institutions locales», sur «la restructuration du tissu de liens socio-économiques entre les différents responsables» (Roch-Colomb et Sevestre) et parfois semblent considérer que «l'intendance suivra».

D'autres s'interrogent sur le rôle souvent essentiel des agriculteurs dans «le passage de l'agricole au rural» ou analysent le rôle des différentes couches d'agriculteurs dans la restructuration de l'espace géographique (Schmitt et Coujard) et social (Valceschini).

En toute hypothèse, les enjeux sont clairement situés, les articulations sur lesquelles nous avons souhaité mettre l'accent: secteur/territoire; global/local; rural/agricole, apparaissent comme le lieu d'un déplacement des rapports de forces antérieurs. Les interventions des pouvoirs publics souvent contradictoires, doivent s'adapter à ces changements. Elles restent à inventer, à harmoniser et à susciter, pour éviter l'anomie destructrice, au prix parfois d'un «travail institutionnel harassant» (Daubard et Chémery).

«La dialectique entre lutte des classes et «lien local» a connu bien des avatars». C'est notre tâche, nous dit Jolivet, de montrer les nouvelles formes de leurs rapports. Les nombreux exemples concrets qui ont été présentés à la session montrent que cette tâche est amorcée, même si le cadre théorique dans laquelle elle s'inscrit n'est pas clairement tracé ou reconnu.

André BRUN